

- e) Le Directeur s'acquitte de dépôt spécial qu'il en va vers lieux qui lui conviennent.
- d) Le Président exécutif avise les pays participants de la réception de ces dépôts spéciaux, mais au plus tôt trois mois après la date de réception.
- e) Un pays producteur qui a effectué un dépôt spécial en plein métal peut retirer tout ou partie de ce dépôt afin d'acquiescer tout ou partie de son tonnage d'exportations autorisées pour une période quelconque de contrôle. Dans ce cas, le tonnage retiré du dépôt spécial est considéré comme ayant été exporté aux fins de l'article 33 pendant la période de contrôle au cours de laquelle la retraite a été effectuée.
- f) Au cours de tout trimestre qui n'a pas été déclaré période de contrôle, un dépôt spécial retire à la disposition du pays qui l'a effectué, sous la même réserve des dispositions du paragraphe h) de l'article 39.
- g) Tous les frais adouant d'un dépôt spécial incombent au pays qui l'a effectué et ne sont pas à la charge du Conseil.

ARTICLE 39

Stocks dans les pays producteurs

- a) Les stocks déclarés dans un pays producteur qui a tenu ses stocks exportés au cours de la définition qui l'auteur C dans l'annexe B pour ces pays ne peuvent à aucun moment, pendant une période de contrôle, dépasser le tonnage indiqué en regard du nom de ce pays à l'annexe B.
- b) Ces stocks ne comprennent pas l'étain en cours de transport entre la mine et le point d'exportation comme défini à l'annexe G.
- c) Le Conseil peut modifier l'annexe B, mais si, ce faisant, il a augmenté le tonnage qui figure dans l'annexe B en regard du nom d'un pays déterminé, il peut imposer des conditions concernant notamment la période et l'exportation ultérieure de ces quantités additionnelles.
- d) Toute augmentation de la proportion autorisée aux termes du paragraphe a) de l'article 36 ne peut être effectuée qu'après que le pays qui a été autorisé ou autorisé par le présent Accord, sans décision contraire prise par le Conseil dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Accord.
- e) Tout dépôt spécial effectué conformément aux dispositions de l'article 38 est déduit du montant des stocks qui, en vertu du présent article, peuvent être détenus pendant une période de contrôle dans le pays producteur intéressé.
- f) Si, dans tout pays producteur mentionné à l'annexe B, le minerai d'étain est normalement extrait de son gisement naturel en même temps que les autres minéraux extraits dans la même mine, et, au cas où, en vertu du présent article limitatif sans raison valable l'extraction de ces autres minéraux des stocks supplémentaires de minerai d'étain peuvent être détenus dans ledit pays, pour autant que le gouvernement de ce pays certifie que l'étain en question a été extrait exclusivement en association avec ces autres minéraux et qu'il est effectivement

gardié dans ce pays, étant entendu qu'à aucun moment le rapport entre ledit stock supplémentaire et le tonnage des autres minéraux extraits ne dépassera la proportion indiquée à l'annexe B.

- 1) Sauf consentement du Conseil, l'exportation de ces stocks supplémentaires, effectuée par le pays producteur qui a effectué le dépôt spécial en plein métal ou en partiel, est soumise à la proportion de l'annexe B, à moins que le pays producteur ne certifie que l'un ou l'autre de ces chiffres est le plus élevé, par trimestre.
- e) Les pays figurant dans l'annexe D ou dans l'annexe E établissent, en consultation avec le Conseil, des règles applicables au minerai et à la production et conformément au présent article.
- f) Le Conseil peut, avec le consentement du pays producteur intéressé, modifier les annexes D et E.
- g) Chaque pays producteur adresse au Conseil, à des intervalles déterminés par ses règlements, des rapports concernant les stocks d'étain détenus sur son territoire qui n'ont pas été déclarés période de contrôle, et les stocks de minerai et de produits en rapport sans compensation pas l'étain en cours de transport entre l'un ou les deux points d'exportation comme défini à l'annexe C. Ils indiquent séparément les stocks détenus en vertu des dispositions du paragraphe d) du présent article.
- h) Tout pays qui détient des dépôts spéciaux en vertu de l'article 38 ou qui est autorisé à augmenter ses tonnares en application des dispositions du paragraphe a) de l'article 36, adresse au Conseil, au plus tard trois mois après la fin du présent Accord, les renseignements suivants :
1) le tonnage des stocks supplémentaires dont l'exportation est régie par les dispositions du paragraphe d) du présent article, et il consigne le Conseil pour rechercher le meilleur moyen d'effectuer l'exportation sans désorganiser dans la mesure du possible, le marché de l'étain et conformément aux dispositions concernant la liquidation de stock de l'annexe B de l'article 28. Le pays producteur en question tiendra également compte des recommandations du Conseil.

CHAPITRE XV : PENURIE D'ETAIN

ARTICLE 40

Mesures à prendre en cas de pénurie d'étain

- a) Si, à un moment quelconque où le prix se trouve dans la tranche supérieure ou inférieure, le Conseil estime qu'il y a eu ou qu'il y a risque d'y avoir une grave pénurie d'étain, le Conseil :
- 1) peut, en application du paragraphe a) de l'article 32 et du paragraphe b) de l'article 33, recommander aux pays producteurs de limiter temporairement ou temporairement les exportations éventuellement en vigueur et recommander le niveau que les stocks ne devaient pas dépasser ; et
- 2) recommande aux pays participants de prendre toutes mesures possibles pour assurer une augmentation aussi rapide que possible des tonnares d'étain qu'ils peuvent rendre disponibles.

b) Le Conseil fixe le laps de temps pendant lequel les mesures prescrites dans le présent article restent en vigueur; ces laps de temps correspondent à des tranches (tant entières que partielles) de l'année civile. Les mesures prescrites dans le présent article ne s'appliquent pas à la production de céréales destinée à la consommation humaine pendant la période comprise entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre. Le Conseil peut décider d'appliquer à un mois, se terminant le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre.

c) Le Conseil peut arrêter les mesures prises en application du présent article après avoir consulté les gouvernements ou les régisseurs ou les producteurs de céréales en tranches.

d) En égard aux estimations de la production et à la consommation faites par le Conseil aux termes du paragraphe a) de l'article 9, et compte tenu des quantités d'étranger métal et d'espèces détenues dans le stock régulateur, ainsi que de tous autres facteurs pertinents, en particulier le degré d'utilisation de la capacité de production nationale, le Conseil peut décider d'appliquer des restrictions temporaires au commerce international de céréales destinées à la consommation humaine pendant la période indiquée ci-dessus pour lui permettre d'acquiescer à la demande et de maintenir les disponibilités totales d'étranger pour la période de pénurie déclarée et telles périodes ultérieures qu'il déterminera.

e) Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, inviter les pays participants à prendre avec lui des dispositions pour assurer aux pays consommateurs une répartition équitable des approvisionnements d'étranger disponibles.

f) Le Conseil peut faire des recommandations aux pays producteurs au sujet de mesures appropriées, qui ne soient pas incompatibles avec d'autres accords internationaux en matière de commerce, pour assurer qu'en cas de pénurie, la production concourant les approvisionnements d'étranger disponibles soit donnée aux pays consommateurs qui participent au présent Accord.

g) Le Conseil, à chacune des sessions qu'il tiendra pendant que le présent article est en vigueur, passera en revue le résultat des mesures prises en application dudit article depuis la session précédente.

ANNEXES DISPOSITIONS

CHAPITRE XVI : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 41

Obligations relatives des membres

- a) Pendant la durée d'application du présent Accord, les pays participants mettront tout en oeuvre et coopéreront pour favoriser la réalisation des objectifs de l'Accord.
- b) Les pays participants s'accrocheront de se conduire comme liés par toutes les décisions que le Conseil prendra en application du présent Accord.
- c) Sans préjudice de la procédure du paragraphe a) du présent article, les pays participants observeront notamment les conditions suivantes :

第五次す協定

- 1) Aussi longtemps que des approvisionnements suffisants d'étranger sont disponibles pour couvrir entièrement leurs besoins, ils ne devront pas interdire ou restreindre l'usage de l'étranger à des utilisations finales déterminées, ni imposer des restrictions ou des mesures d'urgence ou des restrictions ne seraient pas incompatibles avec d'autres accords internationaux en matière de commerce.
- 2) Ils exerceront des conditions qui favorisent le passage de la production d'étranger des entreprises à faible rendement aux entreprises à meilleur rendement; et
- 3) Ils encourageront la conservation des ressources naturelles d'étranger en empêchant l'échouage prématuré des réserves.

ARTICLE 42

Régime de travail équilibré

Les pays participants déclarent que, pour éviter l'établissement des niveaux de vie et l'instauration de conditions de concurrence déloyale dans le commerce mondial, ils veilleront à assurer des normes de travail équitables dans l'industrie de l'étranger.

ARTICLE 43

Liquidation des stocks d'étranger constitués à des fins non commerciales

- a) Un pays participant qui desire liquider des stocks d'étranger constitués à des fins non commerciales doit consulter le Conseil, avec un préavis suffisant, sur ses intentions en la matière.
- b) Quand un pays participant fait connaître ses intentions au sujet de la liquidation de stocks d'étranger constitués à des fins non commerciales, le Conseil examine sans tarder des consultations officieuses avec le pays considéré touchant ses intentions de façon à assurer l'application correcte des dispositions du paragraphe d) du présent article.
- c) Le Conseil examine de temps à autre l'importance des opérations de liquidation et peut faire des recommandations au pays participant qui procède à ces opérations. Le pays participant en question tient compte des recommandations du Conseil.
- d) Les opérations de liquidation de stocks constitués à des fins non commerciales sont effectuées en vertu de la législation ou par le biais de la production, de la transformation et des échanges de produits agricoles, dans la mesure du possible, de leurs marchés habituels et, après les consultations précitées, de façon à ce que la liquidation soit effectuée de façon à ne pas nuire à la production et à la réexportation de conseil les sources de approvisionnement, ainsi que pour la prospérité et l'équilibre de l'industrie agricole de l'étranger dans les pays producteurs. Les méthodes et la durée des opérations de liquidation seront telles qu'elles ne gênent pas autrement dans les pays producteurs la production et l'exportation de produits agricoles.
- e) Les opérations de liquidation de stocks constitués à des fins non commerciales par les producteurs participants.

五五

CHAPITRE XVIII - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 47

Signature

Le présent Accord sera ouvert, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, au 1er juillet 1975 et au 30 avril 1976, inclus, à la signature des Parties au quatrième Accord International et à l'adhésion et des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur l'éclair, 1975.

ARTICLE 48

Notification, approbation, acceptation

Le présent Accord est sujet à ratification, approbation ou acceptation par les gouvernements signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, approuver ou accepter le présent Accord peut déclarer son intention de le faire. Les instruments de ratification, approbation ou acceptation et les déclarations d'intention de ratifier, approuver ou accepter seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 49

Entrée en vigueur définitive

a) Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif, pour les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, dès le moment où, après le 30 juin 1976, ces instruments auront été déposés par des gouvernements représentant six au moins des pays producteurs de pétrole ensemble au moins 500 des voix dont la répartition est indiquée à l'annexe A, et par tous les pays producteurs de pétrole ensemble au moins 300 des voix dont la répartition est indiquée à l'annexe B.

b) A l'égard de tout gouvernement qui aura déposé un instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur à titre définitif de l'Accord, celui-ci entrera en vigueur à titre définitif à la date du dépôt de cet instrument.

c) Si l'Accord est entré en vigueur à titre provisoire conformément aux dispositions du paragraphe a) de l'article 49, des instruments de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion auront été déposés par des gouvernements représentant des pays qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe a) du présent article, l'Accord entrera en vigueur à titre définitif pour lesdits gouvernements.

Entrée en vigueur provisoire

a)

1) Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur définitivement le 1er juillet 1976 ou, si le quatrième Accord est prolongé, le lendemain de la fin de ce quatrième Accord, le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire pour les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion ou qui auront déclaré leur intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'Accord, au 1er janvier, à condition que ces instruments ou ces déclarations aient été déposés par des gouvernements représentant au moins 500 des voix dont la répartition est indiquée à l'annexe A et au moins neuf des pays consommateurs détenant ensemble au moins 300 des voix dont la répartition est indiquée à l'annexe B.

11)

A l'égard de tout gouvernement qui aura déposé un instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, ou qui aura déclaré son intention de ratifier, approuver ou accepter le présent Accord, ou d'y adhérer, pendant qu'il est en vigueur à titre provisoire, l'Accord entrera en vigueur à titre provisoire à la date du dépôt de cet instrument ou de cette déclaration.

b) Si le présent Accord est entré en vigueur à titre provisoire, mais non définitivement au sens de l'article 49, dans les six mois qui suivront l'expiration de la période de validité des dispositions du présent Accord, le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire, à moins qu'il n'ait été prolongé par le Conseil afin d'examiner l'entente en vigueur. Si l'entente n'est pas conclue, le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire. L'Accord prendra fin au plus tard un an après son entrée en vigueur à titre provisoire.

ARTICLE 51

Exemption des notifications d'adhésion

Si le présent Accord est entré en vigueur à titre définitif conformément aux dispositions du paragraphe a) ou du paragraphe c) de l'article 49, et si un gouvernement, qui a déclaré son intention de ratifier, d'approuver et d'accepter l'Accord au 1er janvier, ne dépose pas son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion avant le 30 juin 1976, il sera considéré comme ayant adhéré à compter de la date d'entrée en vigueur définitive, de telle sorte que ce gouvernement cessera d'être partie à l'Accord, étant entendu que :

1) Le Conseil pourra, à la demande du gouvernement intéressé, prolonger le délai précité; et

11) Que ledit gouvernement pourra cesser de participer à l'Accord avant l'expiration du délai mentionné, de telle sorte que l'entente en vertu de laquelle le présent Accord est entré en vigueur à titre provisoire cessera d'être partie à l'Accord.

12) L'opération du présent Accord sera assurée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 52

Adhésion

第五次すずき協定

a) Tout gouvernement invité à la conférence des Nations Unies sur l'éclair, 1975, et toute partie au présent Accord, dans le présent Accord aux conditions que le Conseil Fixera, dans les instruments d'adhésion, ces gouvernements réclameront qu'ils acceptent toutes ces conditions.

b) En ce qui concerne les droits de vote et les obligations financières, les conditions fixées par le Conseil devront être équivalentes aussi bien à l'égard des pays des deux tiers d'adhérer à l'Accord qu'à l'égard des autres gouvernements également participants à l'Accord.

c) Lors de l'adhésion au présent Accord d'un pays producteur, le Conseil :

- i) Fixera, avec le consentement du pays, les tonnage et les pourcentages à inscrire en regard de ce pays dans les annexes B et E selon qu'il conviendra, et
- ii) Fixera également, aux fins du compte des exportations, les conditions à indiquer en regard de son nom dans l'annexe C. Les tonnage et les pourcentages ou conditions ainsi fixés porteront effet comme s'ils étaient inscrits dans ces annexes.

d) Tout gouvernement visé au paragraphe a) du présent article qui a l'intention d'adhérer au présent Accord peut donner notification de son intention d'adhérer à l'Accord.

e) Le Conseil constituant en vertu du quatrième Accord peut, en attendant l'entrée en vigueur du présent Accord, fixer les conditions mentionnées au paragraphe a) du présent article, étant entendu que le Conseil constituant en vertu du présent Accord et le gouvernement ou les gouvernements intéressés confirmeront lesdites conditions.

f) L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 53

Participation égale

In government, when it deposes an instrument of ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, ou quand il donne notification de son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Accord, ou d'y adhérer, ou à tout moment ultérieur, peut proposer la participation égale en tant que pays producteur ou en tant que pays consommateur, selon le cas, de tout territoire ou territoires inclus dans sa production ou à la consommation de celui-ci, tout ce gouvernement assure toutefois que la production ou la consommation de ce territoire est applicable quand il entrera en vigueur. Cette production séparée sera soumise à l'approbation du Conseil et aux conditions qu'il pourra fixer.

ARTICLE 54

Organisation intergouvernementale

a) Toute mention du mot "gouvernement" dans les articles 47, 48, 49, 50, 51 et 52 est réputée valoir pour une organisation intergouvernementale ayant des responsa-

bilites dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base.

b) Une organisation de cette catégorie ne détiendra pas elle-même de voix, mais en ce qui concerne les questions de sa compétence, elle est autorisée à déposer des voix de ses Etats membres, et elle les exprime au bloc. Dans ce cas, les Etats membres de l'Organisation en question ne sont pas autorisés à exercer individuellement leurs droits de vote.

ARTICLE 55

Amendements

a) Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays producteurs et à la majorité des deux tiers du total des voix détenues au présent Accord, proposer des amendements au présent Accord, dans lequel chacun des pays participants devra notifier au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies s'il ratifie, approuve ou accepte ou s'il refuse l'amendement recommandé.

b) Le Conseil peut prolonger le délai prescrit par lui conformément au paragraphe b) du présent article pour la notification de la ratification, de l'approbation ou de l'acceptation.

c) Si, dans le délai fixé en vertu du paragraphe b) du présent article ou prolongé en vertu du paragraphe b) du présent article, un amendement est ratifié, approuvé ou accepté par la totalité des pays participants, il entrera en vigueur dès que la dernière ratification, approbation ou acceptation aura été reçue par le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

d) Un amendement n'entrera pas en vigueur si, dans le délai fixé en vertu du paragraphe a) du présent article ou prolongé en vertu du paragraphe b) du présent article, il n'est pas ratifié, approuvé ou accepté par les pays participants qui détiennent la totalité des suffrages des pays producteurs et par les pays participants qui détiennent les deux tiers du total des suffrages de tous les pays consommateurs.

e) Si, à l'expiration du délai fixé en vertu du paragraphe a) du présent article ou prolongé en vertu du paragraphe b) du présent article, un amendement est ratifié, approuvé ou accepté par les pays participants au nom des pays participants qui détiennent la totalité des suffrages des pays producteurs et par les participants qui détiennent les deux tiers du total des suffrages de tous les pays consommateurs :

1) L'amendement entrera en vigueur, à l'égard des pays participants par lesquels il est ratifié, approuvé ou accepté, à la date de son entrée en vigueur, mais pas plus tard que trois mois qui suivront l'expiration de la dernière ratification, approbation ou acceptation nécessaire pour parvenir à la totalité des suffrages des pays producteurs et les deux tiers du total des suffrages de tous les pays consommateurs;

2) Tout pays participant qui n'a pas ratifié, approuvé ou accepté un amendement à la date de son entrée en vigueur, peut néanmoins participer à l'Accord, à moins que ledit pays participant ne prouve au Conseil, lors de la première session que ce dernier tient

après la date d'entrée en vigueur de l'amendement, qu'il lui était demandé, il peut, avant la date d'entrée en vigueur de cet amendement, notifier au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unites son retrait de l'Accord. Ce retrait prendra effet à la date d'entrée en vigueur de l'amendement. Le Conseil peut, à tout moment, dans les conditions et selon les modalités qu'il juge appropriées, autoriser tout pays à amener sa notification de retrait.

f) Si un pays consommateur estime que son intérêt serait légitimement compromis si le présent article n'était pas appliqué, il peut, avant la date d'entrée en vigueur de l'amendement, notifier au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unites son retrait de l'Accord. Ce retrait prendra effet à la date d'entrée en vigueur de l'amendement. Le Conseil peut, à tout moment, dans les conditions et selon les modalités qu'il juge appropriées, autoriser tout pays à amener sa notification de retrait.

g) Tout amendement au présent article, notifié en vigueur que s'il a été notifié, approuvé ou accepté par la totalité des pays participants.

ARTICLE 56

RETRAIT

Tout pays participant qui se retire du présent Accord pendant la durée de son application a le droit à un autre part, ou du produit de la liquidation du stock régulateur aux termes de l'article 29, et des autres actifs du Conseil à la fin de l'Accord conformément aux dispositions de l'article 57, à moins que le retrait n'ait lieu :

- i) Conformément aux dispositions du paragraphe d) de l'article 44 ou du paragraphe 1) de l'article 29, ou
- ii) Récemment un préavis de deux mois au moins donné au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unites un an au moins après l'entrée en vigueur de l'Accord.

ARTICLE 57

Dépôt, renouvellement ou fin

a) Sauf dispositions contraires prévues dans le présent article ou au paragraphe b) de l'article 29, la durée de l'Accord sera de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur.

b) Le Conseil pourra, à la majorité des deux tiers du total des voix déléguées par tous les pays producteurs et à la majorité des deux tiers du total des voix déléguées par tous les pays consommateurs, prolonger la durée de l'Accord d'une ou de plusieurs périodes qui ne dépasseront pas au total douze mois.

c) Le Conseil, dans une recommandation adressée aux pays participants, quatre mois après l'entrée en vigueur de l'Accord, les avisera s'il est nécessaire et opportune de modifier, dans une certaine mesure, la procédure de vote telle qu'elle est décrite dans la notification de l'Accord, et de la date de l'expiration de l'Accord.

- i) Tout pays participant pourra à tout moment donner au Président exécutif du Conseil notification écrite de son intention de proposer à la prochaine session du Conseil la fin du présent Accord;
- ii) Si le Conseil adopte cette proposition à la majorité des deux tiers du total des voix déléguées par tous les pays producteurs et par tous les pays consommateurs, il recommandera aux pays participants que le présent Accord prenne fin;
- iii) Si des pays participants qui détiennent les deux tiers du total des voix déléguées par tous les pays producteurs et les deux tiers du total des voix déléguées par le Conseil notifient au Conseil que ils acceptent cette recommandation, l'Accord cessera d'être en vigueur à la fin de six mois à compter de la réception par le Conseil de la dernière notification mentionnée ci-dessus par les pays participants.

ARTICLE 58

Procédure à suivre à la fin de l'Accord

a) Le Conseil déterminera en fonction aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour veiller à la liquidation des dispositions du paragraphe b) du présent article, à la liquidation du stock régulateur, que ce soit au moyen de stocks délégués dans les pays producteurs en vertu de l'article 39, ou au moyen de stocks délégués dans le Conseil en vertu du présent Accord ou en vertu du quatrième Accord. Le Comité aura le pouvoir et exercera les fonctions que le présent Accord lui confère dans toute la mesure nécessaire à cet effet.

b) lors de la fin du présent Accord :

- i) le stock régulateur sera liquidé conformément aux dispositions de l'article 29;
- ii) Le Conseil établira le montant des engagements qu'il a souscrits à l'égard de son personnel et prendra au besoin des mesures pour assurer, au moyen d'un budget supplémentaire du compte administratif prévu à l'article 39, que les ressources nécessaires seront fournies pour honorer ses engagements;
- iii) Une fois réglés tous les engagements du Conseil autres que ceux qui concernent le compte du stock régulateur, les actifs disponibles seront répartis comme stipulé dans le présent article;
- iv) Si le Conseil est prorogé, il conservera ses archives, sa documentation statistique, ainsi que tous autres documents;
- v) Si le Conseil n'est pas prorogé, mais qu'un organisme soit constitué pour succéder au Conseil, ce dernier transfèrera à cet organisme tous ses archives, sa documentation statistique ainsi que tous

autres documents, et il pourra, à la majorité répartie des deux tiers,

Si le Conseil n'est pas provoqué et qu'aucun organisme successeur ne

vii) Le produit de la réalisation des actifs non monétaires et tous actifs

Le produit de la réalisation des actifs non monétaires et tous actifs

ARTICLE 59

Textes relatant l'oi

Les textes du présent Accord en langue anglaise, allemande, espagnole, française

EN FOI DE QUOI, les soussignés, étant autorisés à cet effet par leur gouver-

ANNEXE A
Pourcentages et voix des pays producteurs

Pays	Pourcentage	Nombre de voix		Total
		Initial	Additionnel	
Australie	4,37	5	42	47
Bolivie	16,06	5	174	179
Indonésie	13,71	5	135	140
Malaisie	45,60	5	421	426
Néerlands, République fédérale du	4,17	5	40	45
Thaïlande	12,55	3	121	126
Zaire, République du	3,94	5	34	39
Total	100,00	35	965	1 000

Note :
La liste des pays, les pourcentages et les nombres de voix qui figurent dans

ANNEXE B

Pourcentages et voix des pays consommateurs

Pays	Pourcentage	Nombre de voix		
		Initial	Additionnel	Total
Allemagne, République fédérale d'	6,16	5	70	75
Autriche	0,31	5	3	8
Belgique/Luxembourg	1,95	5	17	22
Bulgarie	0,46	5	4	9
Canada	2,91	5	25	30
Cuba	0,05	2	1	3
Danemark	1,50	5	1	6
Espagne	29,16	5	17	28
Etats-Unis d'Amérique	6,09	5	26	29
Hongrie	0,66	5	6	11
Inde	1,88	5	16	21
Irlande	0,04	2	1	3
Israël	4,57	5	38	43
Italie	1,37	5	18	23
Nicaragua	0,07	5	0	5
Pays-Bas	2,50	5	21	26
Pologne	2,39	5	20	25
République de Corée	0,36	5	3	8
République démocratique allemande	0,53	5	5	10
République Dominicaine	0,05	2	0	2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1,02	5	14	19
Suède	8,10	5	70	75
Suisse	0,41	5	3	8
Tchécoslovaquie	1,91	5	16	21
Turquie	0,72	5	6	11
Union des Républiques socialistes soviétiques	4,21	5	28	33
Yugoslavie	0,95	5	7	12
Total	100,00	140	660	1.000

Note :

La liste des pays, les pourcentages et les nombres de voix qui figurent dans cette annexe sont ceux qui résultent de la Conférence des Nations Unies sur l'éclaircissement, en 1975, au cours de laquelle le texte du cinquième Accord international sur le commerce a été établi. La liste des pays et les chiffres sont sujets à révision de temps à autre, en application des dispositions de l'Accord.

ANNEXE C

Partie I

Conditions dans lesquelles l'éclaircissement a été effectué
aux fins du contrôle des exportations

Australie
L'éclaircissement a été effectué en application de la date du "Restrictions Goods Export Permit" délivré en application des "Customs (Prohibited Exports) Regulations".

Belgique
L'éclaircissement a été effectué en vertu de la procédure des droits des autorités douanières belges en ce qui concerne l'exportation.

Indonésie
L'éclaircissement a été effectué par le Département des douanes et de l'exportation de l'Indonésie. L'éclaircissement a été effectué en vertu de la date du "Restrictions Goods Export Permit" délivré en application des "Customs (Prohibited Exports) Regulations".

Malaisie
L'éclaircissement a été effectué en vertu de la date du "Restrictions Goods Export Permit" délivré en application des "Customs (Prohibited Exports) Regulations".

Nigeria
L'éclaircissement a été effectué en vertu de la date du "Restrictions Goods Export Permit" délivré en application des "Customs (Prohibited Exports) Regulations".

Philippines
L'éclaircissement a été effectué en vertu de la date du "Restrictions Goods Export Permit" délivré en application des "Customs (Prohibited Exports) Regulations".

Zaïre
L'éclaircissement a été effectué en vertu de la date du "Restrictions Goods Export Permit" délivré en application des "Customs (Prohibited Exports) Regulations".

Remarque générale
Pour l'éclaircissement des exportations, les autorités douanières des pays concernés ont été avisées de la date de l'éclaircissement et de la date de l'exportation.

a) dans les conditions énoncées dans la présente annexe pour l'Australie, ou

b) de la manière que le Conseil peut fixer en application de l'alinéa ii) de l'article 35, à moins que les conditions énoncées dans la présente annexe en regard du nom du pays producteur intéressé n'aient été remplies pour cet étain avant le début de la période de contrôle.

Importations dans les pays producteurs

Partie II

Pour la détermination des exportations nettes sur comme en l'article 35, les importations nettes dans les pays producteurs pendant la période de contrôle seront les quantités importées dans le pays producteur intéressé au cours du trimestre précédant immédiatement la déclaration de la période de contrôle en question, étant entendu que l'étaïn importé pour être fondu et réexporté ne sera pas pris en compte.

Stocks dans les pays producteurs aux termes de l'article 39

ANNEXE D

Pays	Tonnes
Australie	3 000
Bolivie	8 000
Indonésie	6 200
Malaisie	17 050
Nigéria, République fédérale du	1 500
Thaïlande	5 300
Zaire, République du	2 000

Stocks supplémentaires nécessairement extraits

ANNEXE E

Pays	Autre métal	Etain contenu dans les concentrés pouvant être stockés en supplément pour chaque tonne d'étain (en tonnes)
Australie		1,5
Nigéria, République fédérale du	Tanabá-colombite	1,5
Thaïlande	Colombite	1,5
	Molfrán-schweïte	1,5
Zaire, République du	Tanabá-colombite	1,5

Règles pour l'ajustement des pourcentages

ANNEXE F

ANNEXE E

Le premier ajustement des pourcentages attribué aux pays producteurs sera fait à la première session ordinaire que le Conseil tiendra en vertu de l'accord. Nonobstant les dispositions de la règle 2, cet ajustement sera fait sur la base des quatre derniers trimestres précédant immédiatement le début d'une période de contrôle pour lesquels les chiffres concernant la production d'étain dans chacun des pays producteurs sont connus. Les nouveaux pourcentages des pays producteurs seront émis en proportion directe de la production d'étain de chacun d'eux au cours de ces quatre trimestres.

Les opérations ultérieures d'ajustement des pourcentages sont effectuées à des intervalles d'un an, à compter du premier ajustement, sous réserve qu'aucune période postérieure aux trimestres visés par les dispositions de la présente Règle n'ait été déclarée période de contrôle.

Pour ces ajustements ultérieurs, effectués en application de la présente Règle, les nouveaux pourcentages sont calculés de la façon suivante :

1) Pour le deuxième ajustement, les pourcentages sont fixés en proportion directe de la production d'étranger dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de vingt-quatre mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus; et

ii) Pour le troisième ajustement et pour les ajustements ultérieurs, les pourcentages sont en proportion inverse de la production d'étranger dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de trente-six mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus.

Règle 2

Si une période est déclarée période de contrôle, les pourcentages ne sont requis qu'à l'issue d'une nouvelle période de quatre trimestres consécutifs qui n'ont pas été déclarés période de contrôle. L'ajustement suivant à avoir lieu pendant la production d'étranger dans chacun des pays producteurs pendant les quatre trimestres précédents de la période de contrôle, les ajustements sont omis et effectués à des intervalles d'un an jusqu'à la fin de la période n'a été déclarée période de contrôle.

Pour tout ajustement ultérieur effectué en application de la présente règle, les nouveaux pourcentages sont calculés de la façon suivante :

1) Pour le premier ajustement consécutif à une période de contrôle, les pourcentages sont fixés en proportion directe de la somme de la production d'étranger dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de vingt-quatre mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus et pendant les quatre trimestres qui ont précédé immédiatement la période de contrôle envisagée;

ii) Pour le deuxième ajustement, les pourcentages, à condition qu'aucune période n'ait entre-temps été déclarée période de contrôle, sont fixés en proportion directe de la production d'étranger dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de trente-six mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus;

iii) Pour chacun des ajustements ultérieurs, les pourcentages, à condition qu'aucune période n'ait entre-temps été déclarée période de contrôle, sont fixés en proportion directe de la production d'étranger dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de trente-six mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus.

Règle 3

Aux fins des présentes règles, les ajustements sont réputés avoir été effectués à des intervalles d'un an s'ils ont eu lieu pendant le même trimestre de l'année civile que les ajustements précédents.

Règle 4

Aux fins des présentes règles, tous les pays producteurs communiquant au Conseil les chiffres de leur production pour la période de douze mois la plus récente, dans les chiffres du dernier mois de ladite période. Si un pays n'a pas communiqué ces chiffres au cours de la période de douze mois en multipliant le chiffre de sa production par le facteur approprié, le chiffre communiqué sera considéré comme pour ladite période mensuellement, telle qu'elle ressort des chiffres connus pour ladite période.

Règle 5

Les chiffres de la production d'étranger d'un pays producteur pendant toute période antérieure aux quarante-deux mois précédant la date d'un ajustement ne sont pas pris en considération aux fins de cet ajustement, non plus que les chiffres de la production d'étranger pendant une période de contrôle.

Règle 6

Le Conseil peut réduire le pourcentage attribué à tout pays producteur qui n'a pas exporté la totalité du tonnage de ses exportations autorisées fixé conformément au paragraphe a) de l'article 34 ou tout tonnage supérieur accepté par lui conformément au paragraphe b) dudit article. Pour se prononcer, le Conseil admet comme circonstance atténuante le fait que le pays producteur intéressé a renoncé, conformément au paragraphe b) de l'article 34, à une partie du tonnage de ses exportations autorisées, à une date permettant aux autres pays producteurs de faire des réserves utiles pour combler ce déficit, ou le fait que le pays producteur intéressé a renoncé à exporter la totalité du tonnage fixé conformément au paragraphe a) de l'article 34, ou à exporter la totalité du tonnage de ses exportations autorisées fixé conformément aux dispositions du paragraphe a) ou du paragraphe b) de l'article 34.

Règle 7

Si le pourcentage attribué à un pays producteur est réduit conformément à la règle 6, le pourcentage ainsi rendu disponible est réparti entre les autres pays producteurs en fonction des pourcentages en vigueur à la date à laquelle le Conseil décide de cette réduction.

Règle 8

Si, en application des règles qui précèdent, le pourcentage d'un pays producteur tombe au-dessous du chiffre minimal autorisé en vertu de la condition figurant à l'article 1) du paragraphe 6) de l'article 13, il est rétabli à ce chiffre minimal, et les pourcentages des autres pays producteurs sont réduits proportionnellement, de façon que le total des pourcentages s'établisse à nouveau à cent.

Règle 9

Aux fins de l'article 11) du paragraphe 6) de l'article 13 et du paragraphe a) de l'article 14, les pays producteurs sont considérés comme constituant des circonstances exceptionnelles une catastrophe naturelle ou une catastrophe industrielle, ou un incendie, lorsqu'ils ont subi une perturbation grave de leur production en raison de l'application stricte de l'approvisionnement en énergie ou des transports sur la période de douze mois civils consécutifs précédant la date de l'exportation comme prévu à l'annexe C.

Règle 10

Aux fins des présentes règles, le calcul relatif aux pays producteurs qui sont de gros consommateurs d'étranger provenant de leur production minière inférieure sera fondé sur leurs exportations d'étranger et non sur la production minière d'étranger.

Règle 11

Dans la présente annexe, l'expression "production d'étranger" sera réputée se référer exclusivement à la production minière; il ne sera donc pas tenu compte de la production des fondrières.

ПЕРВОЕ МЕЖДУНАРОДНОЕ СОГЛАШЕНИЕ ПО ОЛОВУ

Содержание

ПРЕДИСЛОВИЕ

ГЛАВА I: ЦЕЛИ

Статья 1: Цели

ГЛАВА II: ОПРЕДЕЛЕНИЯ

Статья 2: Определения

МЕЖДУНАРОДНЫЙ СОВЕТ ПО ОЛОВУ:
КОМПЕТИЦИОННЫЕ ПОДЪЕМЫ

ГЛАВА III: ЧЛЕНСТВО

Статья 3: Совет

Статья 4: Условие в Совете

Статья 5: Категории участвующих стран

Статья 6: Переход из одной категории в другую

ГЛАВА IV: ПОДКОМИССИИ И ЮРИДИКИ

Статья 7: Подкомиссия и юристы

Статья 8: Проведения Совета

Статья 9: Статистика и научные работы олова

ГЛАВА V: ОРГАНИЗАЦИЯ И АДМИНИСТРАЦИЯ

Статья 10: Исполнительный председатель и заместители Исполнительного председателя

Статья 11: Совет Секретаря

Статья 12: Персонал Совета

ГЛАВА VI: ГОЛОСА СОВЕТА

Статья 13: Проведение голосования и число голосов

Статья 14: Проведения голосовых машин в Совете

ГЛАВА VII: ПРЕВИДИИ И ИМПОЗИТИВ

Статья 15: Превидии и импозитивы

ОБЯЗАТЕЛЬСТВО ПОЛОЖЕНИЯ

ГЛАВА VIII: СЧЕТА И РЕВИЗОР

Статья 16: Финансовые счета

Статья 17: Внесок участникам - Вклады платящих

Статья 18: Финансовый отчет

ГЛАВА IX: АДМИНИСТРАТИВНЫЕ СЧЕТЫ

Статья 19: Бюджет

ГЛАВА X: СЧЕТ БУДЖЕТНОГО ЗАПАСА

Статья 20: Создание бюджетного запаса

Статья 21: Внесок оловообъемных стран

Статья 22: Дополнительные взносы

Статья 23: Списание

Статья 24: Заем денег для целей бюджетного запаса

ГЛАВА XII: ДЕКЛАРИЦИЯ БУДЖЕТНОГО ЗАПАСА

Статья 25: Процедура аннулирования

Статья 26: Инвентаризация и экспортный контроль

ЭКОНОМИЧЕСКИЕ ПОДЪЕМЫ

ГЛАВА XIII: НАИМЕНЬШАЕ И НАКРАЙНЕЕ ЦЕНЫ

Статья 27: Наименьшие и максимальные цены

ГЛАВА XIII: ПРОВЕРЕНИЕ ОПЕРАЦИЙ С БУДЖЕТНЫМ ЗАПАСОМ

Статья 28: Проверка с бюджетным запасом

Статья 29: Отрешивание или приостановление операций с бюджетным запасом

Статья 30: Другие операции с бюджетным запасом

Статья 31: Бухгалтерский учет и инвентаризация валютных курсов

ГЛАВА XIV: ЭКСПОРТНЫЙ КОНТРОЛЬ

Статья 32: Установление экспортного контроля

Статья 33: Контрольные периоды

Статья 34: Распределение бюджета экспортного контроля

Статья 35: Нетто экспорт

Статья 36: Вычеты в связи с экспортным контролем

Статья 37: Специальная экспорт

Статья 38: Специальная экспорт

Статья 39: Запасы в оловообъемных странах

ГЛАВА XV: НЕУДАЧА ОЛОВА

Статья 40: Меры, принимаемые в случае нехватки олова

ПРОЦЕДУРА ПОДЪЕМЫ

ГЛАВА XVI: РАЗНОЕ

Статья 41: Общие обязательства членов Совета

Статья 42: Специальные трудовые порты

Статья 43: Реализация олова из некоммерческих запасов

Статья 44: Государственная безопасность

* ГЛАВА XVII: ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ СТАТЬИ

Статья 45: Законы

Статья 46: Споры

ГЛАВА XVIII: ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ СТАТЬИ

Статья 47: Подписание Соглашения

Статья 48: Ратификация, одобрение, принятие Соглашения

Статья 49: Окончательное одобрение в силу

Содержание (продолжение)

- Статья 50: Предварительное уведомление в силу Соглашения
- Статья 51: Уведомление о мерах по осуществлению
- Статья 52: Прозрачность
- Статья 53: Независимое урегулирование споров
- Статья 54: Международные организации
- Статья 55: Поурядки
- Статья 56: Выход из Соглашения
- Статья 57: Членство, продление и прекращение
- Статья 58: Процедура по прекращению
- Статья 59: Аудитинговые методы соглашения

Приложения

- Приложение А: Пропорциональные доли и число голосов оловодобывающих стран
- Приложение В: Пропорциональные доли и число голосов пореабывающих стран
- Приложение С: Обязательства, при нарушении которых олова считается экспортим-ровавшим и подлежащим под действие экспортного контроля
- Приложение Д: Объем хранения в соответствии с положениями статьи 39 записав в оловодобывающих странах
- Приложение Е: Допущенные запасы олова, добыча которого неразумно связана с добычей другого полезного ископаемого
- Приложение F: Правила, применяемые при перекресте пропорциональных долей оловодобывающих стран

ПРИЛОЖЕНИЕ К СОГЛАШЕНИЮ ПО ОЛОВУ

ПРЕАМБУЛА

Участвующие страны, признавая:

а) значительное содействие росту экономики, особенно в развивающихся оловодобывающих странах, которое может быть достигнuto с помощью "способствования стабилизации цен и разумному расширению экспортных поставок и рыночных операций;

б) общность и взаимосвязь интересов и большое значение непрерывного сотрудничества между оловодобывающими и потребляющими странами для содействия ценам и стимулирования оловых рынков, а также необходимость обеспечения выводов по торговле оловом, включая применение принципов, установленных в международном торговом соглашении, применяемом в отношении олова, и в частности взаимного содействия по олову в установлении нового международного экономического порядка;

с) исключительное значение олова для многих стран, чьи экономики в значительной мере зависят от сырьевых и стратегических условий его производства, потребления или торговли;

д) необходимость защиты и содействия улучшению состояния и росту оловяной промышленности, особенно в развивающихся оловодобывающих странах, и обеспечения надежных поставок олова в целях олова интересов потребителей;

е) значение для оловодобывающих стран поддержания и расширения их покупательской рыночной способности; и

ж) желательность повышения эффективности использования олова, как в развивающихся, так и в промышленно развитых странах в целях содействия сокращению мировых запасов олова;

согласились о нижеследующем:

ГЛАВА I. ЦЕЛИ

СТАТЬЯ 1

Цели

Настоящее соглашение имеет следующие цели:

а) обеспечить равновесие между мировым предложением и мировым потреблением олова и снизить серьезные трудности, возникающие в результате излишка или недостатка олова, как фактических, так и фактических;

б) предотвращать чрезмерные колебания цен на олово и поступлений от экспорта олова;

с) принимать меры, которые будут содействовать увеличению запущен от экспорта олова, в особенности экспортных поставок развивающихся оловодобывающих стран, для

того чледи обещивать, такие страны, республци для усилония их эконоического и соци-
ального развития, учитывая одновременно интерес порибителей;

д) создавать такие условия, которые будут способствовать обеспечению неучно-
ного роста темпов производства олова на приключной для производственной оловце, что 6у-
лет содействовать обеспечению надлежащего снабжения по приключившим для порибителей
ценям и установлению должного равновесия между производством и потребностями

е) предоставить возможности возникновения наивысшей заработной или инойой занятости и
других серьезных трудностей, которые могут возникнуть в результате диспропорции между
предложениями олова и спросом на него;

з) еще более расширить использование и местную обработку олова, особенно в
развивающихся оловцеоблавающих странах;

д) в случае наступившей или ожидаемой нехватки олова принимать меры, направ-
ленные на увеличение производства олова и справедливого распределения международного
олова, чтобы смягчить серьезные трудности, с которыми могли бы столкнуться потребности-
вые страны;

в) в случае наступившего или ожидаемого изавика олова принимать меры, направле-
ные на смягчение серьезных трудностей, с которыми могли бы столкнуться оловцеоблавающие
страны;

1) сделать за развивавшейся невономерческих запаса олова правительствами и при-
нимать меры, которые устранили бы все возможные возникнуть неохности и трудности;

з) непрерывно изучать потребности в разработке и эксплуатации новых месторож-
дений олова и в содействии внедрению наиболее эффективных методов добычи, особенно
в приключившихся оловных трух, нехватки или отсутствия нужной информации и
содействовать созданию и развитию международных организаций по олову;

к) способствовать развитию рынка олова и развивавшихся оловцеоблавающих странам
с целью широчайшего расширения их роли в борьбе заавая и

1) продолжать работу, выполнявшуюся Международным советом по олову в рамках
четвертого международного соглашения по олову (имеющегося в дальнейшем четвертым
соглашением) и продолжать международную деятельность по олову.

ГЛАВА III: ОПРЕДЕЛЕНИЯ

СТАТЬЯ 2

Облаваения

В настоящих Соглашениях:

01080 означает металлическое олово, либо другое рафинированное олово или олово,
содержащееся в концентратах или оловной трухе, зааваченной как месторождения,
олава, либо олово, полученное путем рафинирования олова, зааваченной как месторождения,
олава, либо олово, полученное путем рафинирования олова, зааваченной как месторождения,
олава, который является в процессе облаваения.

МЕТАЛЛИЧЕСКОЕ ОЛОВО означает рафинированное олово хорошего товарного качества,
чистотой не менее 99,7%.

БУВЕРИЙ ЗАПАС означает биверий запас, состоявший и управляемый в соответствии с
подзаголовком главы X настоящего Соглашения.

ИМПОРТИРОВАНИЕ МЕТАЛЛИЧЕСКОЕ ОЛОВО означает металл, находящийся в биверийном
запасе, включая металл, который был куплен для биверийного запаса, но еще не
получен Управляющим биверийным запасом и включая металл, который был продан из
биверийного запаса, но еще не отгружен Управляющим биверийным запасом.

ТОННА означает метрическую тонну, т. е. 1 000 килограммов.

КОМПЬЮТЕРНЫЙ ПЕРИОД означает период, объявляемый таможенными Советами и для которого
устанавливаются общие разрешения экспортный контингент.

КАЕНДАРЬ означает календарную четверть года начиная с 1 января, 1 апреля, 1 июля
или 1 октября.

ВЕРНУ-КОМПОРТ означает количество олова, экспортированное на условиях извозности
в часть первой приложения С к настоящему Соглашению, с учетом количества
олова, импортированного, как определено в соответствии с частью второй того же
приложения.

УЧАСТВУЮЩАЯ СТРАНА означает страну, правительство которой ратифицировало, одобрило,
приняло настоящее Соглашение или присоединилось к нему или заявила о своем
намерении сделать это, или которая является членом организации, которая имеет право
либо территории или территории, чье названиеное участие указано в статье 59, или, в зависимости от контекста, правительство такой страны или
такой территории или территории, или организации, упоминаемой в статье 54.

ОЛОВЦЕОБЛАВАЮЩАЯ СТРАНА означает участвующую страну, которую Совет с ее согласия
объявил оловцеоблавающей страной.

ПРЕДЛАЖАЮЩАЯ СТРАНА означает участвующую страну, которую Совет с ее согласия
объявил предлагающей страной.

СТРАНА-ВИДАЮЩИК означает участвующую страну, которая сделала выпуск в биверийный
запас.

ПРОСЬБОЕ БОЛШЕСТВО ГОЛОСОВ достигается в том случае, если предложение подается
большинством голосов, поданных участвующими странами.

ПРОСЬБОЕ РАВНОЦЕПНОЕ БОЛШЕСТВО ГОЛОСОВ достигается в том случае, если предложение
подается равным числом голосов, поданных участвующими странами, так
и большинством голосов, поданных предлагающей страной, так
и большинством голосов, поданных предлагающей страной.

РАВНОЦЕПНОЕ БОЛШЕСТВО В ДВЕ ТРЕТИ ГОЛОСОВ достигается в том случае, если предложе-
ние подается как большинством в две трети голосов, поданных участвующими
странами, так и большинством в две трети голосов, поданных предлагающей страной-
ми.

ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ означает, если этот термин не олоуется, первоначальное вступление
в силу настоящего Соглашения, зааваченное от того, является ли такое вступление
в силу предварительным в соответствии с подзаголовком статьи 50 или окончательным
в соответствии с подзаголовком статьи 49.

ФЕДЕРАЦИОННЫЙ ГОД означает период в один год, начинающийся 1 июля в заавачиваемых
30 июля следующего года.

ОБЩИЙ вкладывает в себя одно или несколько заавачиваний Совета.

МЕЖНАЦИОНАЛЬНЫЙ СОВЕТ ПО ОЛОЗУ: КОНСТИТУЦИОННЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

ГЛАВА III. ЦЕНТРО

СТАТЬЯ 3

Совет

а) Международный совет по олозу (в дальнейшем называемый Советом), состоящий в силу предельных международных соглашений по олозу, будет продолжать функционировать с членскими состоями, полномочиями и функциями, предусмотренными статьями международных Соглашениями по олозу, чтобы обеспечить осуществление положений этого Соглашения.

б) Непредыравненным Советом будет Лондон, если Совет не примет Другого решения.

СТАТЬЯ 4

Участие в Совете

а) Совет состоит из всех участников стран.

б) 1) Каждая участвующая страна предлагается в Совете одним представляемым и может назначить заместителей и советников для участия в сессиях Совета.

11) Заместителя представляемого уполномочен действовать и голосовать от имени представляемого в случае отсутствия последнего или в других особых случаях.

с) Каждая участвующая страна является одним членом Совета, за исключением предусмотренных в статье 53 случаев.

СТАТЬЯ 5

Категории участвующих стран

а) Каждая страна-член Совета обязывается Совету с ее согласия, адекватно-ней или пограничной страной в кратчайший срок по получении Советом уведомле-ния Генерального Секретариата Организации Объединенных Наций, что такая страна-член допи-сала свою ратификационную Рамочку или акт об одобрении или принятии Соглашения или присоединения к нему в силу статей 48 и 52 или уведомлении о своем намерении ратифи-цировать, одобрить, принять в соответствии с Соглашением или присоединиться к нему в силу статьи 50 или статьи 52.

б) Участие в Совете одобряющих и потребляющих страны осуществляется само-стоятельно, на их предложение олова, на ответственную руду или на их потребление не-зависимого олова, но при условии, что:

1) участие в Совете одобряющей страны, которая является рудным по-требителем металлического олова, производится на ответственную руду, окупающуюся, в соответствии с условиями такой страны, на основе ее экспорта олова; и

11) участие в Совете потребляющей страны, которая производит на ответствен-ной руде металлическую часть потребления ее олова, осуществляется, в соответствии с условиями такой страны, на основе ее импорта олова.

с) В своей ратификационной Рамочке или акте об одобрении и принятии Соглашения или присоединении к нему участвующая страна может указать, что такой катего-рии участвующих стран, по его мнению, оно принадлежит.

д) На первой очередной сессии Совета после вступления в силу настоящего Согла-шения Совет принимает решение, необходимое для применения настоящей статьи, большин-ством голосов, подавая участвующим странам, перечисленным в приложениях А и В, причем в соответствии с условиями, предусмотренными в приложениях В, перечень стран, которые принадлежат к категории одобряющих и потребляющих, и стран, которые принадлежат к категории одобряющих и потребляющих, и стран, которые принадлежат к категории одобряющих и потребляющих, но выходящих.

СТАТЬЯ 6

Переход на олову категорию и другую

а) Если какая-либо участвующая страна переходит из категории потребляющих стран в категорию одобряющих стран или наоборот, Совет, по просьбе заинтересованной страны, может рассмотреть вопрос о внесении изменений в приложения А и В, причем в соответствии с условиями, предусмотренными в приложениях В, перечень стран, которые принадлежат к категории одобряющих и потребляющих, и стран, которые принадлежат к категории одобряющих и потребляющих, и стран, которые принадлежат к категории одобряющих и потребляющих, но выходящих.

б) Совет определяет дату, когда констатирует в тоннах и/или процентах олова, в зависимости от случая, которому он установлен в соответствии с положениями пункта "а" настоящей статьи, вступит в силу.

с) С момента их вступления в силу, которые устанавливаются Советом в соответст-вии с положениями пункта "а", участвующая страна-голова все права и привилегии, со-блюдая от всех тех обязательств по настоящему Соглашению, которые относятся к стра-нам, входящим в его бывшую категорию, кроме международных финансовых или других обяза-тельств, за которые несет ответственность страна, входящая в его бывшую категорию, и приобретает все те права и привилегии и принимает на себя все те обязательства по на-стоящему Соглашению, которые относятся к странам, входящим в его новую категорию, при условии, что:

1) если данная страна переходит из категории одобряющих стран в категорию потребляющих стран, она тем не менее сохраняет за собой право на повышение в момент прекращения действия Соглашения своей доли при ликвидации буферного запаса в соответствии с положениями статей 25 и 26; и

11) если данная страна переходит из категории потребляющих стран в категорию одобряющих стран, то условия, установленные Советом для этой страны, должны быть спланированы по отношению к данной стране в соответствии с прочими одобряющими странами, уже участвующими в Соглашении.

ГЛАВА IV. ПОЛНОМОЧИЯ И ФУНКЦИИ

СТАТЬЯ 7

Полномочия и функции Совета

Совет:

- а) обладает такими полномочиями и выполняет такие обязанности, которые являются необходимыми для осуществления административных и оперативных функций, предусмотренных настоящим Соглашением;
- б) получает от Исполнительного председателя в любое время, когда он потребует, информацию об активах Бурфортского завода и об операциях с ним, которую он считает необходимой для выполнения своих функций по исполнению Соглашения;
- в) может просить управление страны представлять внешнему деловому представителю олова, директору производственного олова, уровню правительства олова, порубничному олову, международному торговле и заводам олова, а также любую другую информацию, необходимую для наилучшего осуществления настоящего Соглашения, если это не противоречит положениям о государственной безопасности, связанным со статьями 44, и статьи 45. Представитель запрашиваемой информации в конечном итоге должен быть объективен;
- г) имеет право депозитить деньги для общей административного счета, созданного в соответствии со статьями 16, или Счета Бурфортского завода в соответствии со статьями 24; за этот год;
- д) организковывает по окончании каждого финансового года отчет о своей работе

Совет после окончания работы каждого завода (но не ранее чем через три месяца после окончания работы каждого Завода и не ранее даты окончания сообщения о количестве металлургического олова, внесенного в книгу данного металлурга)

- е) Принимает любые дальнейшие меры для консенсусный и сотрудничества с:
 - 1) Организацией Объединенных Наций, ее консультативные органы (в частности, с Конференцией Организации Объединенных Наций по торговле и развитию) и систему Организации Объединенных Наций, соответствующим международным организациям и организациям и
 - 2) странами, которые не участвуют в настоящем Соглашении, но которые являются членами Организации Объединенных Наций или ее специализированных учреждений или которые участвовали в предыдущих международных соглашениях по олову.

СТАТЬЯ 8

Полномочия Совета

Совет:

- а) устанавливает сам свои правила процедуры;

- б) может принимать любые меры, которые считает необходимыми для того, чтобы контролировать исполнение Исполнительного председателя в периоды, когда Совет не заседает;
- в) создает те комитеты, которые он считает необходимыми для обеспечения выполнения его функций, и устанавливает их круг ведения; эти комитеты имеют свои уставы; иметь свои собственные правила процедуры, если Совет не примет другого решения;

д) 1)

- 1) может в любое время передать раздельно большинством в две трети голосов любому комитету любые полномочия, которые Совет может осуществлять посредством раздельного большинства голосов, за исключением тех полномочий, которые отнесены к:
 - установлению размера взноса по статье 19;
 - установлению и пересмотру минимальных и максимальных цен по статьям 27 и 31;
 - определению размера экспорта по статьям 32, 33, 34, 35 и 36 или - мерам, принятым в случае нехватки олова, по статье 40;

- 2) устанавливает раздельным большинством в две трети голосов членский состав и круг ведения любого такого комитета; и
- 3) может простыми большинством голосов в любое время аннулировать любое переданное любому такому комитету полномочия или создание любого такого комитета.

СТАТЬЯ 9

Статистика и изучение рынка олова

Совет:

- а) оценивает по крайней мере один раз в квартал вернувшийся обмен производства и потребления олова в течение следующего квартала или квартала с целью оценки общего статистического положения с оловом для этого периода и в этой связи может учесть и другие факторы, имеющие отношение к рынку олова;
- б) принимает меры для международного изучения вопросов, касающихся характера производства олова, уровня производства олова, тенденции цен, тенденции спроса и краткосрочных и долгосрочных проблем мировой оловянной промышленности, с той целью, чтобы он проводил или поощрял такие исследования проблем оловянной промышленности, какие он считает нужными;
- в) собирает информацию о новых сферах применения олова и о создании заменителей, которые могут использоваться вместо олова в традиционных областях его применения;
- г) подает более точные данные с организациями, которые занимаются исследованием вопросов, касающихся экономической деятельности, тенденций и использованием олова, и более широкого участия в таких организациях; и
- д) изучает альтернативные возможности для того, чтобы дополнить или заменить существующие методы финансирования Бурфортского завода.

